

**Colloque « La forêt dans les Amériques »**

Bordeaux 11-13 oct. 2017

Session « La forêt à rude épreuve »

**Les nouveaux outils de lutte contre la déforestation au Brésil et en Bolivie : entre greenwashing institutionnel et renforcement de la police environnementale**

Marion DAUGEARD<sup>1</sup>, Pierre GAUTREAU<sup>2</sup>, Eve Anne BÜHLER<sup>3</sup>, Valter Lucio OLIVEIRA<sup>4</sup>

1. Doctorante en Géographie, Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle (CREDA-UMR7227) en cotutelle avec l'Université de Brasília (UnB- CDS), France. [marion.daugeard@sorbonne-nouvelle.fr](mailto:marion.daugeard@sorbonne-nouvelle.fr)

2. Maître de Conférences en Géographie à l'Université Panthéon Sorbonne, laboratoire PRODIG, France. [pierre.gautreau@univ-paris1.fr](mailto:pierre.gautreau@univ-paris1.fr)

3. Maîtresse de Conférences en Géographie à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Brésil. [eve.buhler@gmail.com](mailto:eve.buhler@gmail.com)

4. Maître de Conférences en Sociologie à l'Université Fédérale Fluminense (UFF), Brésil. [valterlu@yahoo.com.br](mailto:valterlu@yahoo.com.br)

**Résumé :**

Ces vingt dernières années, la conversion des terres au Brésil et en Bolivie, marquée par une avancée de l'élevage bovin et des cultures (soja) pour l'exportation, a entraîné une déforestation illégale que les deux gouvernements cherchent à enrayer. Le Brésil a ainsi réformé son Code Forestier en 2012 et la Bolivie a promulgué en 2013 une loi « de soutien à la production d'aliments et à la restitution forestière ». Ces deux pays tablent sur la mise en place originale d'un cadastre forestier pour freiner la déforestation et favoriser le reboisement des terres illégalement conquises par l'agriculture. En comparant les mesures prises par ces deux pays, nous montrons que ces nouvelles législations visent à régulariser au regard de la justice et de l'administration la situation des producteurs ruraux, plus qu'à compenser les pertes environnementales en reboisant. Nous proposons de discuter un certain écart entre les effets d'annonce et le contenu réel de ces nouvelles réglementations, en contextualisant la situation de la frontière agricole dans les deux pays, et en montrant les tensions dans lesquelles sont pris ces gouvernements entre objectifs de développement, pression des lobbys agricoles et engagements internationaux pour lutter contre le changement climatique.